

Direction de la Stratégie

La Directrice générale

Direction départementale du Loiret

à

Affaire suivie par :

Monsieur le Président / Monsieur le Directeur
ÉHPAD « KORIAN Le Saintier »
8 avenue Pierre et Marie CURIE
45800 SAINT-JEAN-DE-BRAYE

Secrétariat de la DD (ARS-DD45)

N/Réf : 2024-DS-137

V/Réf : votre courriel du 28 décembre 2023

Date : **20 MARS 2024**

Lettre R.A.R. n° 2C 172 119 8291 9

Objet : 45_SAINT-JEAN-DE-BRAYE_ÉHPAD « KORIAN Le Saintier »_contrôle sur pièces_17 juillet 2023_notification de la levée des mesures initialement envisagées et clôture de la procédure de contrôle.

Monsieur le Président,

L'Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (ÉHPAD) « KORIAN Le Saintier », situé au 8 avenue Pierre et Marie CURIE à SAINT-JEAN-DE-BRAYE (45), a été contrôlé par mes services, à compter du 17 juillet 2023, date de la demande de transmission des pièces sur l'outil « Collecte-pro ».

Le 29 novembre 2023, je vous ai fait part des mesures que j'envisageais de prendre sur la base du rapport remis par la mission de contrôle et je vous demandais alors de me faire part de vos observations sur celles-ci dans un certain délai.

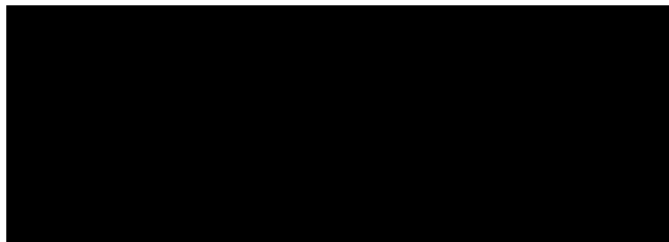
Par courriel du 28 décembre 2023, vous me les avez adressées et elles ont fait l'objet d'une analyse interne, notamment par la mission de contrôle.

En définitive, il ressort des explications présentées et de l'analyse des éléments de preuve fournis lors de la phase contradictoire, que l'Agence Régionale de Santé est en mesure de procéder à la levée de toutes les prescriptions et recommandations envisagées initialement, comme cela est indiqué dans le tableau ci-joint. En conséquence, il convient, par la présente, de clore la procédure de contrôle pour l'établissement.

Par ailleurs, les informations relatives à la protection des données personnelles sont annexées au présent courrier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour la Directrice générale de l'ARS et par délégation,



Copie :

- Direction de l'établissement

Dans le délai de deux mois à compter de sa notification à la personne bénéficiaire, la présente décision pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire et/ou d'un recours contentieux selon toutes voies de procédure devant le tribunal compétent par voie postale à l'adresse Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie - 45000 ORLÉANS ou par voie électronique via l'application Télérecours : www.telerecours.fr.

MESURES ADMINISTRATIVES DÉCIDÉES PAR LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'ARS CENTRE-VAL DE LOIRE

RÉTABLISSEMENT DES GARANTIES NÉCESSAIRES À L'ACCUEIL DE PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES

Nature des mesures, hors cas de l'urgence :

- « recommandation » : manquement à risque faible objet d'une remarque en l'absence de référence juridique
- « prescription » : risque avéré, latent, lié à un écart constaté ; écart = non-conformité à une référence juridique fixant une obligation de faire ou de ne pas faire
- « injonction » : risque patent, critique lié à un écart constaté ; doit être prévue par une mesure « lourde », fixée par la loi (exécution ordonnée, astreintes & sanctions financières, administration provisoire, suspension/cessation, action sur les autorisations,...) : exemples : art. L. 313-14 à -18 CASF, L6122-13 CSP.

EHPAD « KORIAN Le Saintier » (SAINT-JEAN-DE-BRAYE, 45)

N°	LIBELLÉ	NATURE			JUSTIFICATIONS FORMELLES : lois et règlements, directives, recommandations professionnelles externes	ÉCHÉANCE
		RECOMMANDATION	PRESCRIPTION	INJONCTION		
02	FONCTIONS SUPPORT					
021	• Disposer de personnels effectuant des as- treintes de direction ayant un niveau de di- plôme équivalent à Bac+3.		X		Article D312-176-6 et D312- 176-7 du CASF	Sans objet (Réalisé)
022	• Prévoir de former les personnels à la théma- tique de la maltraitance.	X			Recommandation ANESM - Mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la pré- vention et le traitement de la maltraitance - Partie I -Dé- cembre 2008	Sans objet (Réalisé)
03	PRISE EN CHARGE					
031	• Organiser une sortie extérieure <i>a minima</i> une fois par an.		X		Annexe 2-3-1 V du CASF po- sant le socle de prestations en EHPAD	Sans objet (Réalisé)

ANNEXE 1 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Pour mener à bien ses missions de contrôle et d'inspection, l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire procède à un traitement en application des dispositions inscrites à l'article 6-1 c) du Règlement général sur la protection des données (RGPD) du 27 avril 2016.

Dans ce cadre, les données collectées sont communiquées aux membres des équipes d'inspection et de contrôle, à la Mission Inspection Contrôle ainsi qu'aux personnes (internes ou externes à l'ARS) en charge de gérer leurs suites. En tant que de besoin, elles peuvent être communiquées aux Ordres professionnels et aux Procureurs de la République.

Elles sont conservées 10 ans au regard de leur caractère et de leur spécificité et font l'objet d'un versement aux archives départementale à échéance de ce délai.

De plus et conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, au RGPD et dans les conditions prévues par ces mêmes textes, les personnes dont les données personnelles font l'objet d'un traitement disposent d'un droit d'accès, de rectification, de modification des données les concernant, dont le site de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) en donne le détail : <https://www.cnil.fr/fr/les-droits-pour-maitriser-vos-donnees-personnelles>

Toute demande d'exercice de ces droits ou toute question relative au traitement des données est à effectuer auprès du Responsable des traitements ou de la Déléguée à la Protection des Données (DPO) de l'ARS Centre-Val de Loire :

Par courriel :

ARS-CVL-RGPD@ars.sante.fr

A défaut, par courrier :

Déléguée à la protection des données
Secrétariat Général
ARS Centre-Val de Loire
131 rue du faubourg Bannier – BP 74409
45044 ORLEANS Cedex 1

Toute demande de réclamation est à adresser auprès de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/adresser-une-plainte>